

**Accord collectif national**

**CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE PARITAIRE PROSPECTIF  
INTERBRANCHES DES MÉTIERS, DES QUALIFICATIONS  
ET DE L'EMPLOI DANS LA COOPÉRATION AGRICOLE**

ACCORD DU 20 FÉVRIER 2006 (1)

RELATIF À LA CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE PARITAIRE PROSPECTIF  
INTERBRANCHES DES MÉTIERS, DES QUALIFICATIONS ET DE L'EMPLOI  
DANS LA COOPÉRATION AGRICOLE

NOR : AGRS0697068M

Entre :

La Coop de France,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA-CFDT) ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et  
des secteurs connexes (FGTA-FO) ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de  
l'agriculture (CFTC-AGRI) ;

L'union nationale des syndicats autonomes agriculture et agroalimentaire  
(UNSA-AA) ;

Le syndicat national de la coopération agricole (CFE-CGC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le rythme accéléré des innovations techniques et technologiques, les changements organisationnels qu'elles impliquent, la diversification des produits, les changements de modes de consommation et les nouvelles attentes du consommateur auxquelles les entreprises doivent répondre, le vieillissement de la population entraînent des évolutions de l'emploi, des métiers et des compétences.

Le besoin d'anticiper ces évolutions et de donner les moyens aux entreprises et aux salariés de se préparer à ces changements et à l'adaptation des compétences conduisent les partenaires sociaux de la coopération agricole à

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

disposer d'une meilleure connaissance des métiers existants et des aptitudes qu'ils requièrent, d'avoir un regard prospectif sur leur évolution pour être en mesure de proposer des actions anticipatrices en termes de formation et de gestion prévisionnelle des métiers, des compétences et de l'emploi.

A ce titre, et afin d'accompagner les entreprises dans la définition de leur politique de formation et d'emploi puis les salariés dans l'élaboration de leurs projets et de leurs parcours professionnels, les signataires du présent accord décident de créer un observatoire paritaire prospectif des métiers et des qualifications dans le cadre de la coopération agricole.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Sous réserve des dispositions de l'annexe I, le présent accord, applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements d'outre-mer), vise les coopératives agricoles, les unions de coopératives agricoles, les SICA et les filiales de droit commun des organismes précités dès lors qu'elles relèvent de l'article L. 722-20-6° du code rural.

## **Article 2**

### *Missions de l'observatoire*

L'observatoire paritaire prospectif des métiers et des qualifications aura notamment pour mission :

- de collecter et d'analyser toutes les données existantes en matière d'emploi, de qualification et de formation ;
- de faire un état de la situation de la mixité professionnelle dans l'ensemble des branches de la coopération agricole ;
- de réaliser des études prospectives quantitatives et/ou qualitatives sur les métiers et les qualifications, tant au niveau local, régional et national, ciblées ou spécifiques en recourant à des experts de son choix ;
- d'apporter des informations pour la définition de la politique compétences, emploi et formation à conduire dans les branches ;
- d'identifier, faire connaître les métiers et qualifications et encourager leur reconnaissance par les branches ;
- d'identifier les métiers émergents, stratégiques et ceux en voie de disparition afin notamment d'anticiper les besoins de formations et d'éviter la marginalisation et l'exclusion de certaines catégories de salariés ;
- d'identifier les métiers transversaux, les filières de métiers et les passerelles entre lesdits métiers ;
- d'aider par ses travaux d'observation et de prospection les branches professionnelles et les entreprises dans la mise en place et l'animation d'une gestion anticipée des compétences et les salariés dans l'élaboration de leurs projets professionnels ;
- de mettre en œuvre les décisions prises par la CPNIEFP en matière de partenariat à engager avec les observatoires d'autres secteurs d'activité.

## **Article 3**

### *Comité paritaire de pilotage de l'observatoire*

#### **Article 3.1**

##### *Composition*

Il est créé un comité paritaire de pilotage composé d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant de chaque organisation syndicale représentative de salariés signataire du présent accord désignés par les fédérations et d'un nombre équivalent de représentants employeurs désignés par Coop de France.

Le membre suppléant ne participe aux réunions du comité de pilotage qu'en remplacement du membre titulaire absent ou empêché.

#### **Article 3.2**

##### *Rôle*

Le comité de pilotage paritaire de l'observatoire sera chargé dans le cadre des missions définies à l'article 2 du présent accord et des décisions arrêtées par la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle de :

- décider des travaux à engager ;
- établir un budget annuel ;
- réaliser les analyses statistiques, enquêtes et études que pourrait lui commander la CPNIEFP ;
- élaborer un cadre commun d'enquête de branche ;
- définir la nature des moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux précités et les priorités du programme d'études à conduire ;
- contrôler les moyens nécessaires pour ces études (budget, demande de financement...) ;
- conduire les appels d'offre et choisir les experts ;
- arrêter le calendrier des travaux à réaliser ;
- décider des travaux susceptibles d'être sous-traités, d'en choisir l'opérateur et de fixer ses modalités de rémunération ;
- suivre et de valider les travaux engagés ;
- faire toutes propositions et recommandations utiles à la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle et aux CPNEFP de branche concernées.

#### **Article 3.3**

##### *Saisine*

Le comité de pilotage paritaire est saisi par la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle.

### **Article 3.4**

#### *Fréquence des réunions*

Le comité paritaire de pilotage se réunira au minimum 2 fois par an et à chaque fois que de besoin à la demande de Coop de France ou de l'une ou de plusieurs organisations syndicales de salariés signataires du présent accord, dans un délai d'un mois suivant la demande formulée par écrit auprès du secrétariat de l'observatoire.

### **Article 3.5**

#### *Secrétariat*

Le secrétariat de l'observatoire paritaire prospectif des métiers et des qualifications est assuré par Coop de France dont le siège social se situe 49, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

### **Article 3.6**

#### *Fonctionnement*

Le comité paritaire élit un président et un vice-président n'appartenant pas au même collège.

La présidence et la vice-présidence changent de collège tous les 2 ans.

Le président et le vice-président ne peuvent respectivement occuper simultanément la même fonction au sein de la commission paritaire nationale interbranche de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les représentants salariés au comité de pilotage disposent, pour participer aux réunions de l'observatoire, du droit de s'absenter de leur lieu de travail.

Les salariés qui participeront aux réunions du comité paritaire du pilotage de l'observatoire bénéficieront du maintien de leur rémunération par leur employeur. Au surplus, pour faire face aux frais de fonctionnement de l'observatoire, Coop de France allouera à chaque organisation syndicale de salariés signataire du présent accord, une dotation forfaitaire annuelle de 350 €.

Un procès-verbal est établi par le secrétariat de l'observatoire et transmis à l'ensemble des membres du comité de pilotage et de la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle dans le mois qui suit la réunion.

Le comité de pilotage se dotera d'un règlement intérieur en vue de préciser ses règles de fonctionnement.

### **Article 3.7**

#### *Bilan*

Le comité de pilotage présentera un bilan des travaux de l'observatoire tous les 3 ans et, en tant que de besoin un bilan d'étape intermédiaire à la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle de la coopération agricole ainsi qu'aux commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle des différentes branches.

## Article 4

### *Financement des travaux et frais de fonctionnement de l'observatoire*

Dans le cadre des dispositions de l'arrêté du 21 février 2005 relatif au plafonnement des frais de fonctionnement des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications mentionnés à l'article R. 964-16-1 du code du travail, le budget de l'observatoire est fixé à :

- 80 000 € pour l'année 2006 ;
- 100 000 € pour l'année 2007 ;
- 100 000 € pour l'année 2008.

A l'issue de cette première période triennale, le budget de l'observatoire pourra être adapté chaque année, dans la limite des dispositions réglementaires, par la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les coûts des travaux et les frais de fonctionnement de l'observatoire sont imputés sur les contributions mutualisées au titre de la contribution visée au quatrième alinéa de l'article L. 951-1 et au troisième alinéa de l'article L. 952-1 du code du travail versées à l'OPCA2.

Sous réserve que son conseil d'administration soit d'accord, l'OPCA2 jouera le rôle de support technique de l'observatoire. Il prend en charge les dépenses décidées par le comité de pilotage paritaire dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

## Article 5

### *Rôle des commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle de branche*

Les commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle des différentes branches de la coopération agricole proposeront à la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle les travaux et études qu'elles souhaitent voir engager par l'observatoire paritaire prospectif des métiers et des qualifications.

C'est à la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle de la coopération agricole que reviendra le rôle d'arbitrer les priorités entre les différentes demandes d'études prospectives émanant des CPNEFP de branche.

A cet effet, les branches communiqueront à l'observatoire toutes les données exploitables, aussi bien quantitatives que qualitatives, sur la situation et les perspectives économiques, l'emploi, les qualifications et les référentiels métiers et compétences dont elles disposent ou qu'elles sont en mesure de recueillir auprès des entreprises de leur champ professionnel.

## **Article 6**

### *Destinataires des travaux de l'observatoire*

Pour permettre le développement de la formation professionnelle et appuyer la réflexion des partenaires sociaux au niveau des branches et des entreprises dans la détermination des priorités en matière de publics et d'actions de formations, les résultats des travaux de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications, ainsi que les recommandations qu'il jugera utile de faire seront communiqués :

- à la commission paritaire nationale interbranche de l'emploi et de la formation professionnelle de la coopération agricole ;
- aux commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle des diverses branches de la coopération agricole ;
- à l'organisme paritaire collecteur agréé de la coopération agricole : l'OPCA2 ;
- aux organismes compétents du secteur professionnel ;
- à l'ensemble des COPIRE.

## **Article 7**

### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur. Il se renouvellera ensuite d'année en année par tacite reconduction sous réserve de son éventuelle dénonciation dans les 6 mois avant l'échéance de chaque terme.

## **Article 8**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

## **Article 9**

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

## **Article 10**

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires auprès du Service pluridépartemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, 18, rue Carnot, 94234 Cachan.

Un exemplaire de cet accord sera également déposé auprès du secrétariat greffe du conseil de prud'hommes de Paris, 27, rue Louis-Blanc, 75484 Paris Cedex 10.

Fait à Paris, le 20 février 2006.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### **à l'accord portant création d'un observatoire paritaire prospectif interbranches des métiers et des qualifications dans la coopération agricole**

#### **Article unique**

Ont expressément demandé à être exclus du champ d'application du présent accord :

- les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) ;
- les coopératives agricoles et SICA coopératives membres de la FCB (fédération nationale des coopératives agricoles et SICA de transformation de la betterave) ainsi que les personnes morales qu'elles contrôlent.